

Évaluation de l'impact sur le développement durable accord commerciale UE-Chili: consultation publique - Consommateurs

Les champs marqués d'un * sont obligatoires.

A Introduction

A propos de la modernisation de l'accord commercial Chili-UE

En 2003, le Chili a été le premier pays sud-américain à conclure un accord commercial avec l'UE, dans le cadre de l'Accord d'association avec le Chili. Depuis lors, l'économie mondiale a profondément changé et les accords commerciaux sont devenus beaucoup plus larges et approfondis. Par suite, le Chili et l'UE ont décidé de moderniser l'accord existant. Les négociations sont actuellement en cours. Des détails sur les négociations, y compris les questions couvertes et les propositions de texte sont disponibles auprès de la [DG Commerce de la Commission européenne](#) (en anglais) et du [gouvernement du Chili](#) (en espagnol, avec des propositions de texte en anglais).

A propos des évaluations d'impact sur le développement durable (EIDD)

Les EIDD analysent l'impact économique, social, sur les droits de l'homme et environnemental potentiel des accords commerciaux négociés par l'Union européenne (UE). Ils reposent sur une analyse solide des changements susceptibles d'être provoqués par l'accord commercial dans l'UE, le pays partenaire et d'autres pays spécifiés. Tout aussi important, elles comprennent des consultations approfondies avec les parties prenantes dans l'UE et le pays partenaire. Les conclusions et les recommandations des EIDD alimentent les négociations, aidant les négociateurs à optimiser les choix politiques qui y sont liés.

L'EIDD en soutien de la modernisation du pilier commercial de l'accord d'association existant entre l'UE et le Chili est mise en œuvre par BKP Development, une société de conseil et de recherche économique basée en Allemagne, en coopération avec Vincular, le Centre pour la responsabilité sociale et le développement durable de l'Université catholique de Valparaíso au Chili. Plus d'informations sur l'EIDD sont disponibles sur un [site web dédié](#).

A propos du commerce entre le Chili et l'UE

L'UE est le troisième partenaire commercial du Chili, après la Chine et les États-Unis, représentant, en 2017, environ 14% du commerce total du Chili. À l'inverse, le Chili représente 0,5% du commerce total de biens de l'UE. En 2017, les échanges commerciaux entre le Chili et l'UE se sont élevés à 17 milliards d'euros (8,2 milliards d'euros d'importations de l'UE et 8,8 milliards d'euros d'exportations de l'UE). Les principales exportations de l'UE vers le Chili sont les machines et le matériel de transport (52% des exportations totales), les produits manufacturés (22%) et les produits chimiques (15%). Les principales exportations du Chili vers l'UE sont les aliments et les animaux vivants (33%), les matières premières (32%, principalement le cuivre) et les produits manufacturés (23%). En outre, les échanges bilatéraux de services se sont élevés en 2016 à 5,5 milliards d'euros (3,7 milliards d'euros d'exportations de l'UE et 1,8 milliard d'euros d'importations de l'UE). Enfin, l'UE est le premier fournisseur d'investissements directs étrangers (IDE) du Chili. Le stock total d'IDE de l'UE au Chili en s'élevait en 2016 à 47,2 milliards d'euros.

A propos de cette enquête

Tous les citoyens, organisations et autorités publiques, quel que soit l'endroit où ils se trouvent, sont invités à participer à cette enquête. Nous aimerions savoir comment, selon vous, la modernisation de l'accord commercial entre le Chili et l'UE pourrait affecter les consommateurs au Chili et dans l'UE. Quels sont les aspects positifs et négatifs que vous attendez de la modernisation? Quels problèmes sont particulièrement importants pour vous? Nous ne vous demandons pas de préciser les aspects qui sont actuellement problématiques ou positifs, nous vous demandons seulement de réfléchir aux effets potentiels de la modernisation de l'accord commercial. Faites-nous savoir!

Le questionnaire est disponible en anglais, espagnol, français et allemand. Le compléter ne devrait pas vous prendre plus de 10 minutes. Si vous souhaitez ajouter d'autres informations (comme un document de position), vous pouvez le faire à la fin de ce questionnaire.

L'enquête sera ouverte jusqu'au 31 octobre 2018.

* A.1 Veuillez indiquer votre préférence lorsque vous répondez à ce questionnaire:

- Je consens à la publication de toutes les informations de ma contribution, en tout ou en partie, **y compris mon nom ou le nom de mon organisation**. Je déclare que rien dans ma réponse n'est illégal ou porterait atteinte aux droits d'un tiers d'une manière qui empêcherait la publication.
- Je consens à la publication de toute information dans ma contribution en tout ou en partie (ce qui peut inclure des citations ou des opinions que j'exprime) à condition que cela soit **anonymement**. Je déclare que rien dans ma réponse n'est illégal ou porterait atteinte aux droits d'un tiers d'une manière qui empêcherait la publication. Dans ce cas, les répondants ne devraient pas inclure dans leurs soumissions des données ou des informations qui permettraient à eux-mêmes, ou à leurs organisations, d'être identifiés.

Veuillez noter que, quelle que soit l'option choisie, votre contribution peut faire l'objet d'une demande d'accès aux documents en vertu du règlement (UE) n° 1049/2001 relatif à l'accès du public aux documents du Parlement européen, du Conseil et de la Commission. Dans de tels cas, la demande sera évaluée en fonction des conditions énoncées dans le règlement et conformément aux règles applicables en matière de protection des données.

B À propos de vous

B.1 Veuillez indiquer en quelle qualité vous participez à cette enquête

- En tant qu'individu
- En tant que représentant d'une organisation

B.2 Où êtes-vous basé?

- Chili
- UE - Autriche
- UE - Belgique
- UE - Bulgarie
- UE - Croatie
- UE - Chypre
- UE - République tchèque

- UE - Danemark
- UE - Estonie
- UE - Finlande
- UE - France
- UE - Allemagne
- UE - Grèce
- UE - Hongrie
- UE - Irlande
- UE - Italie
- UE - Lettonie
- UE - Lituanie
- UE - Luxembourg
- UE - Malte
- UE - Pays-Bas
- UE - Pologne
- UE - Portugal
- UE - Roumanie
- UE - Slovaquie
- UE - Slovénie
- UE - Espagne
- UE - Suède
- UE - Royaume-Uni
- Afghanistan
- Albanie
- Algérie
- Andorre
- Angola
- Antigua-et-Barbuda
- Argentine
- Arménie
- Australie
- Azerbaïdjan
- Bahamas
- Bahreïn
- Bangladesh
- Barbade
- Bélarus
- Belize
- Bénin
- Bhoutan
- Bolivie
- Bosnie Herzégovine
- Botswana
- Brésil
- Brunei Darussalam
- Burkina Faso

- Burundi
- Cap-Vert
- Cambodge
- Cameroun
- Canada
- République centrafricaine
- Tchad
- Chine
- Colombie
- Comores
- Congo
- Costa Rica
- Cuba
- Côte d'Ivoire
- République Démocratique du Congo
- Djibouti
- Dominique
- République Dominicaine
- Equateur
- Egypte
- Le Salvador
- Guinée Équatoriale
- Érythrée
- Ethiopie
- Fidji
- Gabon
- Gambie
- Géorgie
- Ghana
- Grenade
- Guatemala
- Guinée
- Guinée Bissau
- Guyane
- Haïti
- Honduras
- Islande
- Inde
- Indonésie
- Iran
- Irak
- Israël
- Jamaïque
- Japon
- Jordan
- Kazakhstan

- Kenya
- Kiribati
- Koweït
- Kirghizistan
- Laos
- Liban
- Lesotho
- Libéria
- Libye
- Liechtenstein
- Madagascar
- Malawi
- Malaisie
- Maldives
- Mali
- Iles Marshall
- Mauritanie
- Maurice
- Mexique
- Micronésie
- Monaco
- Mongolie
- Monténégro
- Maroc
- Mozambique
- Myanmar
- Namibie
- Nauru
- Népal
- Nouvelle-Zélande
- Nicaragua
- Niger
- Nigeria
- Corée du Nord
- Norvège
- Oman
- Pakistan
- Palau
- Panama
- Papouasie Nouvelle Guinée
- Paraguay
- Pérou
- Philippines
- Qatar
- République de Moldavie
- Fédération Russe

- Rwanda
- Saint-Christophe-et-Niévès
- Sainte-Lucie
- Saint-Vincent-et-les-Grenadines
- Samoa
- Saint Marin
- Sao Tomé et Príncipe
- Arabie Saoudite
- Sénégal
- Serbie
- Seychelles
- Sierra Leone
- Singapour
- Les îles Salomon
- Somalie
- Afrique du Sud
- Corée du Sud
- Soudan du sud
- Sri Lanka
- Soudan
- Suriname
- Swaziland
- Suisse
- République arabe syrienne
- Tadjikistan
- Tanzanie
- Thaïlande
- Ancienne république yougoslave de Macédoine
- Timor-Leste
- Togo
- Tonga
- Trinité-et-Tobago
- Tunisie
- Turquie
- Turkménistan
- Tuvalu
- Ouganda
- Ukraine
- Emirats Arabes Unis
- États-Unis d'Amérique
- Uruguay
- Ouzbékistan
- Vanuatu
- Venezuela
- Viet Nam
- Yémen

- Zambie
- Zimbabwe

B.3 Veuillez indiquer votre nom

B.4 Veuillez indiquer votre sexe

- Femme
- Homme
- Autre / Je préfère ne pas déclarer

B.5 Veuillez indiquer votre adresse e-mail

B.6 Veuillez indiquer votre âge

- 25 ans ou moins
- 26 - 35
- 36 - 45
- 46 - 55
- 56 - 65
- Plus de 65 ans

B.7 Consommez-vous régulièrement des produits importés de l'UE?

- Oui
- Non

B.8 Veuillez fournir quelques exemples de ces produits

B.9 Pourquoi choisissez-vous ces produits importés de l'UE plutôt que des produits fabriqués au Chili? (plusieurs réponses possibles)

- Prix inférieur
- Meilleure qualité
- Ils offrent un meilleur choix / correspondent mieux à mes préférences
- Des produits équivalents ne sont pas produits au Chili
- Ils ont des labels spéciaux ou des certifications (bio, commerce équitable, etc.)
- Autres

B.10 Veuillez préciser pour quelles "autres" raisons vous préférez les produits importés

B.11 Consommez-vous régulièrement des produits importés du Chili?

- Oui
- Non

B.12 Veuillez fournir quelques exemples de ces produits

B.13 Pourquoi choisissez-vous ces produits importés du Chili plutôt que des produits fabriqués dans l'UE?
(plusieurs réponses possibles)

- Prix inférieur
- Meilleure qualité
- Ils offrent un meilleur choix / correspondent mieux à mes préférences
- Les produits équivalents ne sont pas produits dans l'UE
- Ils ont des labels spéciaux ou des certifications (bio, commerce équitable, etc.)
- Autres

B.14 Veuillez préciser pour quelles "autres" raisons vous préférez les produits importés

B.15 Où est basée votre organisation?

- Chili
- UE - Autriche
- UE - Belgique
- UE - Bulgarie
- UE - Croatie
- UE - Chypre
- UE - République tchèque
- UE - Danemark
- UE - Estonie
- UE - Finlande
- UE - France
- UE - Allemagne
- UE - Grèce
- UE - Hongrie
- UE - Irlande
- UE - Italie
- UE - Lettonie
- UE - Lituanie
- UE - Luxembourg
- UE - Malte
- UE - Pays-Bas
- UE - Pologne
- UE - Portugal
- UE - Roumanie
- UE - Slovaquie

- UE - Slovénie
- UE - Espagne
- UE - Suède
- UE - Royaume-Uni
- Afghanistan
- Albanie
- Algérie
- Andorre
- Angola
- Antigua-et-Barbuda
- Argentine
- Arménie
- Australie
- Azerbaïdjan
- Bahamas
- Bahreïn
- Bangladesh
- Barbade
- Bélarus
- Belize
- Bénin
- Bhoutan
- Bolivie
- Bosnie Herzégovine
- Botswana
- Brésil
- Brunei Darussalam
- Burkina Faso
- Burundi
- Cap-Vert
- Cambodge
- Cameroun
- Canada
- République centrafricaine
- Tchad
- Chine
- Colombie
- Comores
- Congo
- Costa Rica
- Cuba
- Côte d'Ivoire
- République Démocratique du Congo
- Djibouti
- Dominique
- République Dominicaine

- Equateur
- Egypte
- Le Salvador
- Guinée Équatoriale
- Érythrée
- Ethiopie
- Fidji
- Gabon
- Gambie
- Géorgie
- Ghana
- Grenade
- Guatemala
- Guinée
- Guinée Bissau
- Guyane
- Haïti
- Honduras
- Islande
- Inde
- Indonésie
- Iran
- Irak
- Israël
- Jamaïque
- Japon
- Jordan
- Kazakhstan
- Kenya
- Kiribati
- Koweït
- Kirghizistan
- Laos
- Liban
- Lesotho
- Libéria
- Libye
- Liechtenstein
- Madagascar
- Malawi
- Malaisie
- Maldives
- Mali
- Iles Marshall
- Mauritanie
- Maurice

- Mexique
- Micronésie
- Monaco
- Mongolie
- Monténégro
- Maroc
- Mozambique
- Myanmar
- Namibie
- Nauru
- Népal
- Nouvelle-Zélande
- Nicaragua
- Niger
- Nigeria
- Corée du Nord
- Norvège
- Oman
- Pakistan
- Palau
- Panama
- Papouasie Nouvelle Guinée
- Paraguay
- Pérou
- Philippines
- Qatar
- République de Moldavie
- Fédération Russe
- Rwanda
- Saint-Christophe-et-Niévès
- Sainte-Lucie
- Saint-Vincent-et-les-Grenadines
- Samoa
- Saint Marin
- Sao Tomé et Príncipe
- Arabie Saoudite
- Sénégal
- Serbie
- Seychelles
- Sierra Leone
- Singapour
- Les îles Salomon
- Somalie
- Afrique du Sud
- Corée du Sud
- Soudan du sud

- Sri Lanka
- Soudan
- Suriname
- Swaziland
- Suisse
- République arabe syrienne
- Tadjikistan
- Tanzanie
- Thaïlande
- Ancienne république yougoslave de Macédoine
- Timor-Leste
- Togo
- Tonga
- Trinité-et-Tobago
- Tunisie
- Turquie
- Turkménistan
- Tuvalu
- Ouganda
- Ukraine
- Emirats Arabes Unis
- États-Unis d'Amérique
- Uruguay
- Ouzbékistan
- Vanuatu
- Venezuela
- Viet Nam
- Yémen
- Zambie
- Zimbabwe

B.16 Comment classeriez-vous votre organisation?

- Association de consommateurs / défenseur des droits des consommateurs
- Gouvernement ou institution publique
- Entreprise / association d'entreprises
- Academia / institut de recherche / think tank
- Autre

B.17 Veuillez préciser le type d'organisation

B.18 Veuillez indiquer le nom de votre organisation

B.19 Votre organisation est-elle une organisation dirigée par des femmes (une femme est-elle responsable de votre organisation et / ou compte plus de la moitié des membres du conseil d'administration)?

- Oui
- Non

B.20 Veuillez indiquer le nom de la personne que nous pouvons contacter dans votre organisation

B.21 Veuillez indiquer l'adresse e-mail de la personne de contact de votre organisation

C Votre connaissance de l'Accord et des négociations

C.1 Saviez-vous que l'UE et le Chili ont conclu un accord commercial depuis 2003?

- Oui, et je l'ai utilisé (par exemple exporté dans ce cadre) / sais de quoi il s'agit
- Oui, mais je ne connais aucun détail à ce sujet
- Non

C.2 Saviez-vous que l'UE et le Chili négocient actuellement la modernisation de cet accord commercial?

- Oui, et je suis les négociations / sais quels sont les problèmes
- Oui, mais je ne suis pas sûr des détails / questions clés des négociations
- Non

D Votre point de vue sur les effets attendus de l'accord modernisé pour le bien-être des consommateurs

D.1 Pensez-vous que, grâce à l'accord modernisé, les prix des biens de consommation ou des services dans votre pays vont:

- Augmenter
- Diminuer
- Ne pas changer
- Je ne sais pas

D.2 Merci de préciser pourquoi

D.3 Pensez-vous que, compte tenu de l'Accord modernisé, l'accessibilité (en tenant compte des effets potentiels de l'Accord sur les revenus des ménages, en plus des variations de prix) des biens ou services de consommation dans votre pays va:

- Empirer
- S'améliorer

- Ne pas changer
- Je ne sais pas

D.4 Merci de préciser pourquoi

D.5 Pensez-vous que, grâce à l'Accord modernisé, la qualité des biens et services dans votre pays va:

- S'améliorer
- Empirer
- Ne pas changer
- Je ne sais pas

D.6 Merci de préciser pourquoi

D.7 Pensez-vous que, grâce à l'Accord modernisé, le choix et la disponibilité des biens ou des services dans votre pays vont:

- Empirer
- S'améliorer
- Ne pas changer
- Je ne sais pas

D.8 Merci de préciser pourquoi

D.9 Pensez-vous que, grâce à l'Accord modernisé, la sécurité des biens ou des services dans votre pays va:

- S'améliorer
- Empirer
- Ne pas changer
- Je ne sais pas

D.10 Merci de préciser pourquoi

D.11 Avez-vous connaissance de questions / problèmes (par exemple concernant la qualité, la sécurité, l'information des consommateurs, la protection et l'application des droits des consommateurs, etc.) liés aux produits ou services de l'UE importés au Chili / produits chiliens importés dans l'UE?

- Oui
- Non

D.12 Veuillez préciser lesquels et quels produits ou services sont concernés

D.13 Pensez-vous que la modernisation de l'accord commercial UE-Chili pourrait affecter (positivement ou négativement) un groupe spécifique de consommateurs?

- Oui
- Non
- Je ne sais pas

D.14 Lequel, et comment sera-t-il affecté?

E Votre point de vue sur les effets attendus de l'accord modernisé pour les droits des consommateurs

E.1 Pensez-vous que, grâce à l'Accord modernisé, les renseignements fournis aux consommateurs pour leur permettre de faire des choix mieux éclairés vont:

- S'améliorer
- Empirer
- Ne pas changer
- Je ne sais pas

E.2 Merci de préciser pourquoi

E.3 Pensez-vous que, grâce à l'Accord modernisé, la protection et l'application des droits des consommateurs vont:

- Diminuer
- Augmenter
- Ne pas changer
- Je ne sais pas

E.4 Merci de préciser pourquoi

E.5 Pensez-vous que, grâce à l'Accord modernisé, la confiance des consommateurs dans les mécanismes d'exécution et de recours va:

- Augmenter
- Diminuer
- Ne pas changer
- Je ne sais pas

E.6 Merci de préciser pourquoi

E.7 Pensez-vous que, grâce à l'Accord modernisé, la durabilité des biens ou des services offerts aux consommateurs va:

- Empirer
- S'améliorer
- Ne pas changer
- Je ne sais pas

E.8 Merci de préciser pourquoi

E.9 Pensez-vous que, grâce à l'Accord modernisé, il y aura dans votre pays plus de biens ou de services disponibles ayant été produits conformément aux systèmes de certification de durabilité (c-à-d. où les processus de production sous-jacents sont certifiés comme ayant satisfait à des normes sociales et / ou environnementales plus élevées)?

- Oui
- Non
- Je ne sais pas

E.10 Merci de préciser pourquoi

E.11 Les consommateurs peuvent devenir vulnérables s'ils: (1) Courent un risque plus élevé de rencontrer des problèmes lorsqu'ils achètent ou utilisent des biens ou des services (par exemple, parce qu'ils ne peuvent pas utiliser certains modes de paiement); (2) Se sentent vulnérables en raison de leurs caractéristiques personnelles; (3) Ont des difficultés à obtenir ou comprendre les informations sur les produits ou services; (4) Sont moins capables d'acheter, de choisir ou d'accéder à des produits ou services appropriés; ou (5) Sont plus sensibles aux pratiques de marketing.

Prévoyez-vous que, grâce à l'accord modernisé, la protection des consommateurs vulnérables va:

- Empirer
- S'améliorer
- Ne pas changer
- Je ne sais pas

E.12 Merci de préciser pourquoi

F Questions et commentaires en conclusion

F.1 Dans l'ensemble, quel sera, selon vous, l'effet de l'accord commercial modernisé entre l'UE et le Chili?

	Très positif	Positif	Aucun effet	Négatif	Très négatif	Je ne sais pas
Pour le Chili	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Pour l'UE	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>
Global	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>	<input type="radio"/>

F.2 Quels sont les plus grands risques ou désavantages de la modernisation de l'accord commercial UE-Chili pour les consommateurs?

F.3 Quels sont les plus grands avantages de la modernisation de l'accord commercial UE-Chili pour les consommateurs?

F.4 Y a-t-il d'autres commentaires que vous aimeriez faire?

F.5 Si vous souhaitez télécharger des documents, tels que des documents de position sur les relations commerciales UE-Chili, veuillez le faire ici

La taille maximale du fichier est de 1 MB